

## ATTAC

*Contribution à un débat stratégique interne, éventuellement à l'université d'été  
d'ATTAC en août 2009*

### **POUR ENFIN GAGNER** ***De la contre-expertise à usage d'éducation populaire à l'action politique collective***

La situation dans laquelle nous sommes – le sarkozysme triomphant, sans aucune résistance gagnante – requiert deux choses:

- 1 qualifier correctement la situation actuelle
- 2 définir une stratégie et une tactique qui puissent nous faire gagner au moins partiellement.

\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\*

#### **A/ L'ANALYSE D'UNE SITUATION**

On peut considérer notre pays, depuis l'élection de Sarkozy, comme un pays sous occupation; bien sûr, il ne s'agit pas d'une occupation militaire étrangère, mais il s'agit:

- l d'une occupation politique sans précédent: les thématiques traitées n'ont rien à voir avec l'amélioration de la vraie vie de notre peuple; elles ont été confisquées au bénéfice d'initiatives directement et uniquement issues de la politique du MEDEF (et de l'Administration américaine) et de la nécessité de diviser pour gouverner et pour s'enrichir;
- l d'une occupation médiatique elle aussi sans aucun précédent historique;
- l d'une occupation idéologique inouïe, privant de sens toute réflexion, puisque la rhétorique à l'oeuvre a comme objectif, et souvent comme résultat, de faire passer le faux pour le vrai.

Cette occupation a beaucoup à voir, malgré ces différences, avec l'occupation nazie (ou les occupations coloniales):

- occupation militaire ou policière de bien des lieux publics (stations de métro, cités, aéroports, gares, rues...), d'autant que la vidéo-surveillance est du même ordre que le militaire en uniforme;

1

- lois sur des sous-ensembles de la population – étrangers, prostituées, mineurs,... - qui ne sont

pas sans rappeler les lois anti-juives de Pétain, visant à stigmatiser et à exclure une partie de la population de l'espace public;

- attaques répétées contre les pouvoirs indépendants: remise au pas des juges, des journalistes, de l'INSEE...
- déni de légalité: propositions de « lois illégales »,
- déni démocratique: voir par exemple les dernières élections européennes: l'Europe de Sarkozy compte comme partisans 10,8% des inscrits et 28% des votants. C'est pourtant lui qui est proclamé « vainqueur » et son Europe qui garde le pouvoir,
- restauration de la valeur de la guerre (Iran et accroissement des moyens militaires français en Afghanistan, ...), généralisation du terme « terroriste » en lieu et place de « résistant »;
- généralisation de la suspicion a priori (puces, électronique...) et de la délation (témoignages sous x);
- politiques corporatistes (éclatement du Code du travail en codes sectoriels);
- fortunes personnelles éhontées et pourtant publiées, comme les dignitaires fascistes;
- guerre à la culture d'ouverture, suppression pure et simple d'émissions, casse organisée de France-Culture, télévision ravagée;
- mépris total du Parlement (les parlementaires UMP ont voté contre et pour la privatisation de GDF à quelques mois de distance, la publicité s'est arrêtée à la télé publique avant même l'examen de la loi par le Sénat).

Les valeurs qui soutiennent cette occupation ont, elles, beaucoup à voir avec le pétainisme.

Le pétainisme et le sarkozisme ont en effet en commun le discours politique suivant:

1-L'ennemi est trop fort pour nous: de la même façon que Pétain en 1940 - la France envahie, l'armée française prisonnière dans sa quasi-totalité - , dira que, compte tenu de la défaite, on ne peut que se protéger en collaborant (le bouclier), de la même façon Sarkozy et autres expliquent que la mondialisation est globale et irréversible; il faut donc s'adapter, nous sommes d'ailleurs les derniers à le faire, et trop lentement, etc...

(Dans ce contexte particulier, la concertation, le consensus, la négociation elle-même ne seraient que des avatars de la collaboration?)

2-Les raisons de la défaite, pour Pétain, les raisons de l'archaïsme et de l'inadaptation pour Sarkozy, c'est l'ennemi intérieur: les juifs et les pacifistes pendant la guerre, la racaille, les juges, les fonctionnaires, les étrangers aujourd'hui. Il faut donc éradiquer - au moins stigmatiser - une partie de la population.

3-Le redressement c'est le redressement moral: de la même façon que pour Pétain, la révolution nationale qui doit nous sortir de l'ornière est principalement morale (travail, famille, patrie), et non politique, de la même manière pour Sarkozy, c'est la morale qu'il faut principalement restaurer: se lever tôt le matin, retrouver la valeur du travail, le mérite individuel...L'envahissement médiatique des fameuses questions « de société » est du même ordre: euthanasie, mariage des homosexuels...

4-La croisade morale repose en partie sur:

- une personne (le chef) qui paye publiquement de sa personne et qui donne l'exemple
- une doctrine unique, dont l'outil doit être cohérent: le parti unique que Sarkozy essaye de créer, grâce à l'ouverture: la contestation ne vient plus de l'extérieur mais de l'intérieur même de son

gouvernement.

2

Face à cela, une double allégeance: partis politiques et appareils syndicaux pensent au fond la même chose et un double effondrement, politique et syndical, qui peut faire penser que rien ne viendra désormais ni des partis ni des états-majors syndicaux, plus occupés à liquider le

mouvement social qu'à le faire triompher: les partis sont absorbés par leur volonté programmatique (le projet politique) et les syndicats par la logique de représentation/négociation qui n'a rien à apporter à un front du refus que nous devons construire: refuser absolument c'est ne rien négocier du tout.

C'est pourquoi il faut compter sur nos propres forces, penser global et agir global.  
Il faut donc se préparer à résister.

## **B/ UNE STRATEGIE**

Comme la tactique politique de Sarkozy est elle-même apparentée à une tactique militaire – la *blitzkrieg*, qui consiste à attaquer simultanément et rapidement sur plusieurs fronts - , il faut:

- | isoler et choisir un thème unique qui puisse représenter l'aspect principal de notre lutte et qui puisse rassembler; il faut donc choisir et argumenter le choix;
- | ancrer notre lutte dans un lieu national ou une série de lieux nationaux qui puissent montrer et donner à mesurer les progressions et les victoires;
- | adopter des modalités de lutte qui ont fait leurs preuves: collectives, illégales et symboliques, type Greenpeace ou Confédération paysanne;
- | s'organiser pour y arriver.

C'est pourquoi nous proposons de réfléchir à ce qui suit.

## **C/ UNE TACTIQUE**

### ***Exemple 1***

Si l'on considère que la conjoncture actuelle est marquée par les faits suivants:

- | Sarkozy et son équipe sont en France les agents principaux des ravages très rapides et très profonds du néo-libéralisme aujourd'hui, pratiquant exclusivement la politique OMC/MEDEF;
- | les suppôts principaux de ces agents sont les medias au sens large du mot, puisque tout système absurde, injuste et finalement criminel a besoin pour s'imposer d'un appareil d'oppression idéologique considérable, et que toute résistance collective se fonde sur une intelligence commune de l'oppression.
- | Ces deux faits sont les plus immédiatement perceptibles et partagés par le plus grand nombre.

Alors on examinera la proposition suivante: il s'agit d'imposer coûte que coûte une fenêtre médiatique d'opinion.

L'idée est d'ancrer dans un lieu unique et dans la durée une lutte nationale, collective et massive dont l'objet serait de créer, sur le service public de télévision, une émission hebdomadaire politique de 3 h d'affilée, préparée et animée par un groupe de journalistes indépendants, construite

autour d'exposés (ou de débats) le plus loin possible de la fragmentation de la réflexion.

Si l'on considère que les medias télévisés dans leur ensemble ont fait allégeance depuis longtemps déjà au pouvoir, on pensera que cette émission peut être politiquement univoque, et ce serait l'embryon d'une télévision d'opinion; sinon, il faudra donner à cette initiative l'éternel visage

du débat contradictoire.

La forme de la lutte pourrait être une occupation nationale massive et illimitée d'un lieu unique public et protégé, occupation probablement « agrémentée » d'une grève de la faim, pour déclencher le compte à rebours dans le temps et le risque pour les personnes, c'est-à-dire les deux mesures du courage d'un côté et de la défaite de l'autre.

Il faudra également que le temps des lutteurs soit le même que le temps des spectateurs et des supporters, et que donc cette initiative soit relayée au jour le jour par des médias amis, des personnalités, etc... et que dans le même temps, une délégation fasse le siège permanent, jour et nuit, de l'Élysée par exemple, pour marquer l'exigence de réponse.

### ***Exemple 2***

Choisir une mesure Sarkozy absolument inacceptable (bouclier fiscal, réduction des effectifs d'enseignants...), connue de tous et réprouvée par tous.

Voir avec les milieux syndicaux quelle formulation donner à la lutte (abrogation d'une loi, démission d'un ministre,...)

Adopter la même forme de lutte que l'exemple précédent.

### ***Exemple 3***

Eriger une lutte d'entreprise contre une décision particulièrement scandaleuse, du type licenciements boursiers par exemple, en accord avec les syndicats locaux, en lutte nationale du type Lip dans les années 70, et y greffer une résistance collective de longue durée, ancrée dans le site, etc...

Nous passerions ainsi de la contre expertise de gauche à vocation d'éducation populaire, qui a porté ses fruits mais est désormais derrière nous, à l'action politique collective, que personne d'autre ne semble pouvoir organiser.

Du point de vue de la morale, à manquer ces actes de courage, nous nous exposerons à l'héroïsme, comme le montrent les suicides sur le lieu de travail et le sens profond des événements des banlieues: à une vie qui n'a plus de sens, on oppose le sens que l'on peut donner à sa propre mort ou à la destruction des moyens de sa propre vie. L'impuissance collective peut être deux fois mortelle: pour tous et pour chacun.

Nous entrerions certes de cette façon dans une logique d'affrontement. Mais nous n'y pouvons rien: nous n'avons rien à négocier, mais tout à exiger.

M.D. , Comité local La Ciotat  
Juin 2009

Cette contribution a été discutée au sein du comité local La Ciotat en 2008.